

L'Afrique et le piège de la guerre des monnaies

Demande anémiée, disette économique et déficits colossaux ont aiguïlé les élans protectionnistes des pays occidentaux. Ils accusent la Chine de manipuler délibérément le taux de change de sa monnaie, le yuan, pour avantager ses exportations, ce que l'empire du Milieu dénie. Cet antagonisme pourrait déboucher sur une « guerre des monnaies » qui aurait de sérieuses conséquences pour les pays africains, comme en témoignent les précédents historiques.

Les joutes monétaires des années 1930 avaient conduit aux débâcles économiques et monétaires qui avaient servi de tremplin à l'ascension d'Hitler et conduit à la Seconde Guerre mondiale. Des centaines de milliers d'Africains furent mobilisés pour combattre, auprès des Alliés, l'armée nazie. Beaucoup ont été tués et certains de ceux qui ont survécu ont été bombardés par les forces françaises dans le camp sénégalais de « Thiaroye » pour avoir eu l'outrecuidance de réclamer un traitement similaire à celui accordé à leurs compagnons d'armes français. Toutefois, leur engagement ne fut pas tout à fait vain : l'éveil politique qui en a résulté avait été à l'origine des revendications de souveraineté et des déclarations d'indépendance qui ont suivi.

Ostracisme boursier

Une nouvelle « guerre des monnaies » ne tarda toutefois pas à éclater. Elle a consisté en l'abolition, par le président américain Richard Nixon, au début des années 1970, de l'étalon or, en la dévaluation du

politique de *Quantitative Easing* (QE) – l'impression de centaines de milliards de dollars de monnaies électroniques dans le but déclaré de stimuler les économies moribondes qu'elles supervisent. Toutefois, étant donné que les taux d'intérêt qu'elles pratiquent avoisinent zéro, les investisseurs à la recherche de placements rentables inondent les marchés financiers étrangers – qui pratiquent des taux d'intérêt plus élevés – d'une grande partie de cet argent. Les pays émergents considèrent donc que QE est une forme d'intervention sur le marché de change ayant pour finalité la dépréciation des monnaies occidentales et l'appréciation des monnaies des autres pays.

Capitaux spéculatifs

En Afrique du Sud, l'économie phare du continent, une rentrée massive de ces fonds attirés par des taux d'intérêt bien supérieurs à ceux pratiqués dans les pays du Nord entraîne une appréciation du rand, la monnaie locale, ce qui nuit aux industries d'exportation. Les économies de la zone franc sont particulièrement exposées. Le franc CFA est extrêmement vulnérable, car il est librement convertible en devises étrangères, à un taux de change fixe arrimé à une devise au taux de change variable, l'euro, une monnaie en état de siège. Une couverture de risque de change portée de 20 à 110%, des taux d'intérêt usuraires, une inflation sous contrôle et la libre circulation des capitaux alimentent une fuite massive de capitaux au bénéfice du Trésor français et des compagnies françaises telles que Bouygues, Areva, Total, Sonatel (France Télécom), BNP Paribas, Société Générale, Air France, etc. Le franc CFA est également

très attractif aux placements des capitaux spéculatifs. Les taux d'intérêt élevés de la zone assurent à ces dépôts des rémunérations substantielles exonérées d'impôts. Les spéculateurs ont beau jeu de transférer dans ces comptes des sommes énormes d'argent : ils collectent leurs gains exempts de taxes tous les trois mois, et répètent la même opération à l'envi.

Le dynamisme de l'informel

La perspective d'une « guerre des monnaies » est d'autant plus dommageable pour l'Afrique que ses perspectives économiques sont encourageantes. Selon le bureau international de consultation McKinsey, l'Afrique a été, en 2009, le troisième contributeur à la croissance économique mondiale derrière la Chine et l'Inde. Le continent est également celui où les taux de rentabilité des investissements sont les plus élevés, comparé aux autres régions en développement.

De nombreux facteurs ont contribué à cet essor. La jeunesse de la population africaine représente un actif-clé pour la région. Avec 40% des Africains vivant dans les villes, l'urbanisation rapide du



Sanou Mbaye, économiste sénégalais basé à Londres, ancien haut fonctionnaire de la Banque africaine de développement et auteur de *L'Afrique au secours de l'Afrique*, Edition de l'Atelier, 2009.

continent a fait naître un secteur informel dynamique agissant en marge de l'économie moderne. Même marginalisée et n'ayant quasiment pas accès au système bancaire, cette économie de trésorerie emploie jusqu'aux neuf dixièmes de la main d'œuvre et les trois quarts des détaillants. Ces petites et moyennes entreprises sont les acteurs les plus dynamiques des échanges commerciaux intra-régionaux. L'intégration économique est menée tambour battant par les hommes d'affaires du secteur informel, et non par les politiciens ou les acteurs économiques étrangers.

En 2015, l'Afrique sera la seule région du monde où la population jeune continuera de croître. Le nombre des ménages dont le revenu dépassera 5000 dollars – considéré comme un seuil pour les dépenses de consommation – passera de 85 millions à 128 millions dans la prochaine décennie. En 2050, le continent comptera 2 milliards d'habitants, dont 60% vivront dans les villes. Il y aura un milliard cent millions de jeunes en âge de travailler – plus qu'en Chine et en Inde.

L'ascension économique de puissances émergentes telles que la Chine, l'Inde et le Brésil ont créé une dynamique d'augmentation des cours des matières premières et d'accroissement des recettes d'exportation. Les réformes mises en place ces trente dernières années ont grandement amélioré les agrégats macroéconomiques et donné naissance à un environnement favorable aux affaires. Les investissements directs étrangers ont connu une évolution également spectaculaire, passant de 9 milliards de dollars en 2000 à 62 milliards en 2008 – ramenés au PIB, c'est presque tout autant que les flux de capitaux entrant en Chine.

Entre deux feux

Ces lendemains pleins de promesses risqueraient d'être mis en péril si la « guerre des monnaies » qui se profile se matérialisait. L'Afrique se trouve de nouveau prise entre deux feux. Elle sait d'expérience que quand les éléphants se battent, elle est susceptible d'être piétinée. Toutefois, elle pourrait trouver du réconfort dans le fait que, lorsque les économies du monde sont en difficulté, les investisseurs se précipitent sur les valeurs refuges que sont les métaux précieux : or, argent, platine et autres matières premières telles que le pétrole et les autres produits de base dont l'Afrique regorge.

Sanou Mbaye

Assurance : des lacunes sur la réglementation du secteur en Ouganda

La Commission de l'assurance en Ouganda (UIC) a été accusée de n'avoir fait aucun effort pour combler les lacunes opérationnelles qui affectent son rôle de régulation. Déjà dans un rapport, l'inspecteur Andrew Sewankambo déplorait que, depuis sa création, l'UIC ne défendait pas assez les souscripteurs. Pourtant, elle a été créée par une loi du Parlement en 1996 pour superviser et réglementer les activités du secteur. Aussi, elle délivre des licences aux compagnies d'assurances, gestionnaires de risques, aux évaluateurs de perte et experts, aux enquêteurs et courtiers d'assurances, mais se doit de sensibiliser le public sur le secteur des assurances.

Standard Bank d'Afrique du Sud réduit ses émissions de carbone



Standard Bank d'Afrique du Sud a installé un système de chauffage solaire à son siège social à Johannesburg afin de réduire son empreinte carbone. Par la même occasion, le groupe pourra réduire ses

coûts énergétiques de près de 1 million de rands par année. Le système pilote comprend 100 panneaux solaires couvrant plus de 200 m² sur le toit de l'un des bâtiments qui composent son siège social, connu comme le Centre Standard Bank, dans le centre de Johannesburg.

Les assureurs nigériens appelés à faire une introspection

Funmi Babington-Ashaye, ex-directeur général de Cornerstone Insurance Plc, vient de déclarer récemment à la conférence publique dédiée au 10^{ème} anniversaire de la disparition du directeur général de la Fondation Cornerstone assurance, feu M. Adetunji Ogunkami, que les compagnies d'assurances nigériennes « feraient mieux de faire une introspection et de considérer ce qu'elles ont apporté à l'appréciation des risques ». A noter que la conférence intitulée « *The Power of Vision* » a été introduite par le pasteur Ituah Ighodalo des partenaires SIAO, et par l'ancien commissaire aux assurances, Okwor M. Eugene, en tant que président.

L'Afrique du Sud met son savoir-faire nucléaire au service de la médecine

Une nouvelle technologie, qui permet d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi à des fins médicales, contribuant ainsi à contrôler la prolifération, a été mise au point par l'Afrique du Sud. Rappelons que ce pays est devenu l'un des principaux producteurs d'isotope médical issu de l'irradiation d'uranium enrichi, cette substance radioactive nommée molybdène 99. La bonne nouvelle est qu'elle est utilisée dans 80% des 50 millions de procédures de diagnostic pratiquées chaque année, notamment pour déceler maladies cardiaques et cancers. Les isotopes sont injectés dans les organes du patient, émettant une énergie qui permet de projeter une image intérieure capturée par des caméras spéciales.

Lancement du concours d'architecture du Grand stade de Casablanca

Le Grand stade de Casablanca, dont les études devraient durer un an, suscite déjà beaucoup d'intérêt. Le coup d'envoi des travaux est attendu au début de l'année 2012, pour une livraison en 2015. Les cabinets d'architecture nationaux et internationaux sont invités à soumettre leurs projets pour sa construction. Ce stade, prévu dans la commune de Médiouna, nécessitera un investissement de plus de 2 milliards DH, une enveloppe financière fournie par l'Etat, par le Fonds Hassan II et par la commune urbaine de Casablanca.

En 2015, l'Afrique sera la seule région du monde où la population jeune continuera de croître. Le nombre des ménages dont le revenu dépassera 5000 dollars passera de 85 millions à 128 millions dans la prochaine décennie.

dollar et en la levée d'une taxe de 10% sur les importations américaines. De cette décision ont résulté une création monétaire totalement assujettie au volume des crédits accordés aux banques, aux Etats, aux entreprises et aux particuliers, et à l'émergence de l'économie mondiale d'endettement.

La quasi-totalité des pays du monde fut inondée de crédits à bon marché, sauf ceux d'Afrique, jugés insolubles par les agences de notation financière, à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Nord (Zimbabwe), administrées alors par des gouvernements à minorité blanche. La consolation des pays africains est venue du fait que, n'étant pas détenteurs d'actifs toxiques en raison de l'ostracisme boursier dont ils étaient l'objet, ils se sont vus épargner les pires effets de la débâcle financière de Wall Street de 2008 et de la disette économique qui s'est ensuivie.

La nouvelle guerre monétaire qui se profile prend le visage de l'impression massive de monnaie-papier. La Réserve fédérale des Etats Unis, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon se sont lancées dans une